

CGT : aider les syndiqué·e·s à chasser Lepaon... et toute la politique de collaboration de classe !

Nous qui militons à la CGT...

Les révélations se sont succédé sur les faveurs (auto-)accordées à Lepaon, toutes plus écoeurantes les unes que les autres. Mais Lepaon n'est pas seulement un bureaucrate qui a profité de sa position pour s'enrichir. C'est aussi un lâche qui se défausse de toutes ses responsabilités. Mais, plus fondamentalement, il aggrave la politique de dialogue social de Thibault, il ne prend aucune initiative significative contre les attaques patronales et gouvernementales, et il s'est ouvertement assis sur les principes fondamentaux de la CGT : l'antagonisme entre les intérêts des travailleur·se·s et ceux des patrons, et donc la nécessité de la lutte des classes pour faire avancer les droits des travailleur·se·s.

Lepaon est donc un bureaucrate embourgeoisé dont il faut se débarrasser de toute urgence. La multiplication des réactions internes montre que la CGT n'est pas morte comme syndicat de classe contre le patronat. Nous ne devons pas nous contenter de commenter ces événements. Il faut se positionner contre tout replâtrage bureaucratique au sommet, et appuyer publiquement tou·te·s celles et ceux qui réclament un congrès extraordinaire. Car il faut que les militant·e·s discutent du fonctionnement et de l'orientation de la CGT. Il faut mener la bataille pour un congrès démocratique, en finir avec le document unique, l'interdiction des textes alternatifs et la désignation des délégué·e·s par les sommets de l'appareil.

Le drame est qu'aujourd'hui il n'y a pas de courant organisé face aux bureaucrates. Il existe bien sur des équipes syndicales combattives, mais celles-ci ne sont pas coordonnées. Du coup, elles sont marginalisées ou broyées par l'appareil. Des centaines de militant·e·s quittent la CGT par dégoût car elles·ils n'ont aucun outil pour résister aux bureaucrates. C'est un immense gâchis, et les organisations d'extrême gauche portent évidemment leur part de responsabilité, car elles n'ont pris aucune initiative pour organiser les militant·e·s lutte de classe face aux bureaucrates.

Des militant·e·s du NPA ou d'autres organisations ont par le passé essayé de construire cette opposition interne aux bureaucrates, mais elles·ils l'ont fait sans l'aide de leur parti. Une dynamique unitaire s'était créée en soutien à la candidature Delannoy contre Thibault en 2009. C'étaient les premiers moments du NPA, et la direction de notre parti a hélas ignoré cette opposition interne à Thibault. Pire, elle avait cru bon de rassurer les bureaucrates qui au printemps 2009 avaient accusé le NPA de vouloir influencer sur l'orientation de la CGT : *« Le NPA a tenu à dire à la CGT que sa crainte de construction d'un courant NPA dans la CGT, était sans fondement »*.

Depuis, la direction de notre parti n'a pris aucune initiative pour aider à la construction

d'un courant lutte de classe intersyndical ou à l'intérieur de la CGT. Il faut que nous décidions enfin de mettre le parti au service de la constitution d'un tel courant. Ce combat est et sera porté par la P5 lors du prochain congrès du NPA et d'autres camarades partagent cet objectif. Il ne s'agit pas de court-circuiter la démocratie syndicale, mais de la restaurer et de prendre des initiatives pour aider au rassemblement des militant·e·s lutte de classe, pour la rupture de la CGT avec le gouvernement. Les discours sur « il faut un nouveau mai 68 », « il faut des mobilisations puissantes » ne peuvent que paraître pour ce qu'ils sont, incantatoires et abstraits, s'ils ne sont pas accompagnés d'une politique concrète de combat organisé contre les bureaucraties syndicales. C'est pourquoi nous portons centralement cette question au congrès, en lien avec notre projet d'un NPA communiste et autogestionnaire.

Plateforme 5, le 7 janvier 2015